

CONV 329/02

NOUVELLE VERSION

CONTRIB 115

| | |
|---------------|---|
| du: | Secrétariat |
| à la: | Convention |
| Objet: | Contribution présentée par MM. Diego López Garrido, José Borrell et Carlos Carnero, membres de la Convention: - "Une Constitution européenne pour la paix, la solidarité et les droits de l'homme" |

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de MM. Diego López Garrido, José Borrell et Carlos Carnero, membres de la Convention.

***UNE CONSTITUTION EUROPÉENNE
POUR LA PAIX, LA SOLIDARITÉ ET LES DROITS DE L'HOMME***

***Contribution à la Convention Européenne pour les membres de celle-ci :
Diego López Garrido, José Borrell et Carlos Carnero.***

Septembre 2002

I N D E X

| | <u>Pages</u> |
|--|---------------------|
| <i>Introduction . LES NOUVELLES MISSIONS DE L'EUROPE</i> | <i>4</i> |
| <i>I – LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE</i> | <i>9</i> |
| <i>II – CE QUE LES CITOYENNES ET LES CITOYENS DEMANDENT DE L'EUROPE</i> | <i>13</i> |
| <i>1 L'Europe comme protagoniste politique éminent et global : une Union pour la Paix, la Solidarité et les Droits de l'Homme</i> | <i>15</i> |
| <i>2 L'Europe comme espace de liberté et de bien-être</i> | <i>21</i> |
| - La Cohésion sociale et territoriale | <i>21</i> |
| - Modèle Social Européen | <i>22</i> |
| - Le progrès économique de l'Union. La fiscalité européenne | <i>26</i> |
| - Le développement soutenable | <i>30</i> |
| - La Justice | <i>31</i> |

| | <u>Pages</u> |
|---|---------------|
| 3 <i>L'Europe comme Pouvoir Démocratique</i> | 34 |
| - POUVOIR EXÉCUTIF | 35 |
| - POUVOIR LÉGISLATIF | 39 |
| - POUVOIR JUDICIAIRE | 42 |
| - LES RÉGIONS ET LES POUVOIRS LOCAUX DANS L'UNION EUROPÉENNE | 43 |
| - LE BUDGET DE L'UNION | 45 |
| - DÉMOCRATIE PARITAIRE | 47 |
| <i>III – LA CONSTITUTION EUROPÉENNE</i> | 48 |
| <u>ANNEXE</u> <i>Schéma d'Architecture institutionnelle de l'Union Européenne</i> | 53 |

Introduction
LES NOUVELLES MISSIONS DE L'EUROPE

Des évènements comme ceux du 11 septembre, des phénomènes comme la globalisation économique, des tragédies comme l'expansion irrépressible du sida et la pauvreté en Afrique, les mauvais traitements infligés à des femmes et à des enfants dans le monde, l'impuissance de l'État de droit face à la criminalité supranationale organisée, la dégradation de l'environnement face à une croissance non soutenable, avec une sensation d'impuissance manifestée lors du récent Sommet de la Terre, les énormes flux migratoires multiculturels et multiethniques qui affectent directement le continent européen, les crises internationales d'une dimension comme celle des Balkans ou celle du Proche-Orient, l'exigence d'une justice universelle, la crise économique qui menace les pays de l'Amérique Latine, les scandales de fraude fiscale de grandes multinationales, en somme, toute notre conjoncture des débuts du XXI^e siècle, sans parler d'évènements transcendants survenus au cours des dernières années du siècle dernier, tels que la chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne, situent l'Europe devant le besoin impérieux d'y donner une réponse.

L'Union Européenne est née il y a un demi-siècle avec des objectifs tels que le maintien de la stabilité politique sur un continent frappé et meurtri, la récupération de la capacité productive alimentaire et la création d'un marché sans frontières pour les facteurs de production (marchandises, services, capitaux, travailleurs). Ces objectifs ont été atteints et épuisés et, aujourd'hui, il en apparaît d'autres. L'un des plus importants c'est sans aucun doute l'élargissement à l'Est qui va modifier la nature de l'Union.

Nous sommes tenus en outre, non seulement de faire que cette réponse permette d'affronter avec succès les menaces et les défis décrits par un modèle d'intégration supranationale aussi original que l'europpéen, mais aussi de transformer le processus de la globalisation en des réalités concrètes pour les citoyens et leur sécurité vitale : plus de chances de travail, plus de qualité de vie, plus de largeur de vues et, en somme, de plus hautes cotes d'épanouissement personnel.

L'Europe doit devenir :

- *une zone de sécurité, de progrès, de démocratie avancée et de dialogue civil, qui garantisse la proximité entre les institutions et la société civile ;*
- *un projet de paix active, avec une politique extérieure basée sur la coopération et les droits de l'homme ;*
- *un instrument de solidarité sans frontières entre les générations et entre les pays, qui fasse de la cohésion sociale et de l'éradication de la pauvreté un objectif prioritaire ;*
- *un système économique axé sur le développement soutenable ;*

- *un espace de diversité culturelle et de tolérance, axé sur l'éducation pendant la vie entière et sur la lutte contre le racisme et la discrimination ;*
- *un lieu où l'égalité entre les hommes et les femmes soit une réalité.*

Voilà les nouvelles missions de l'Union sans lesquelles l'Europe ne pourra pas influencer sur les événements du monde.

L'Europe de 500 millions d'habitants que signifie le prochain élargissement doit cesser d'être aux yeux des citoyens (des jeunes en particulier) une Asuccursale@ de plus de la globalisation économique, pour en atteindre le leadership au moyen d'un modèle combinant la compétitivité d'entreprise, la coopération et la solidarité, dans une Union politique profondément enracinée dans un cadre éthique, reflétant et résolvant la multiplicité de questions qui affectent les Européennes et les Européens, indépendamment de leur lieu de naissance ou de résidence.

À partir de ces nouvelles missions de l'Union, l'Europe se trouve devant un carrefour : ou bien maintenir fondamentalement les structures existantes et n'avancer que de façon graduelle dans quelques unes des politiques qu'elle développe en améliorant les procédures de prise de décision et pas grand chose de plus ou bien envisager la création d'une volonté politique pour défendre l'intérêt européen général, se doter d'instruments plus puissants dans le domaine de la politique extérieure et intérieure et de la politique socio-économique, éclaircir ses pouvoirs et céder le protagonisme aux citoyens et aux citoyennes de l'Union. C'est-à-dire que l'Europe peut rester telle qu'elle est, ce qui signifiera un recul vers la renationalisation des politiques essentielles (agricole, de coopération, extérieure) ou bien elle peut faire un saut politiquement qualitatif et miser réellement sur une Union à orientation fédérale digne du nom de Politique.

Nous pensons que l'Union ne peut pas continuer sans définir ses missions et ses besoins, sans adopter une position de leadership, sans construire une stratégie et une politique influant d'une façon déterminante sur les événements. La décision ne peut pas attendre davantage. Les élections les plus récentes dans les pays européens ont fait entendre un cri d'alarme sur la croissance de mouvements populistes, xénophobes et racistes qui, depuis l'alibi de l'immigration, proposent aux citoyens une involution nationaliste, opposée à l'européisme, avec des solutions démagogiques et simplistes pour des problèmes d'une grande complexité.

Nous nous trouvons devant une occasion unique pour avancer vers une Europe politique unifiée, défenseur de sa culture humaniste et de son modèle social. Cette occasion nous est offerte par la Convention Européenne. C'est de cette Convention que peut et que doit surgir une réforme profonde de la conception communautaire, qui a souffert d'un manque de collaboration avec les citoyens de notre continent.

Ce sont pourtant les citoyens qui, en Europe, légitiment tout projet démocratique, y compris le Projet Européen. C'est pourquoi nous croyons que les propositions pour la réforme de l'Union doivent être axées sur les citoyens et les citoyennes, sur leurs désirs et sur leurs demandes. Les citoyens européens savent que la société future aura besoin d'un gouvernement politique à caractère supranational, qui sache coexister avec les gouvernements à dimension locale, régionale ou étatique. Il appartient aux partis politiques de canaliser les demandes sociales, de promouvoir le débat, de lancer des idées sur l'avenir de l'Europe et de les mettre en contraste avec les autres groupes politiques et sociaux, avec l'ensemble de la société civile, pour décider ce que nous voulons faire ensemble et comment nous voulons le faire. Voilà le sens de ce document, présenté à la Convention par les représentants socialistes espagnols.

I

LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

La Citoyenneté européenne signifie l'acceptation d'un espace public partagé comme point de référence politique et d'identité.

Cependant, les valeurs éthiques, démocratiques et civiques de l'Europe n'ont pas occupé une place de choix dans la politique européenne où ont primé les intérêts nationaux et sectoriels et l'économisme. Il s'ensuit que les citoyens éprouvent des difficultés pour comprendre la mécanique de l'Union et, quoiqu'ils en fassent une évaluation positive et l'appuient, ils ne possèdent pas un degré de proximité suffisant par rapport à celle-ci. Cette distance (tout comme entre les partis établis et l'électorat) est particulièrement remarquable dans la jeunesse européenne.

Il faut que la Convention engendre un véritable statut des citoyens européens qui surpasse le statut remarquable mais encore embryonnaire surgi du Traité de Maastricht. Ce sera le signe ou le symbole de ce que l'Europe se constitue en un espace public fondé sur le concept de la cohésion, soit sur un intérêt général qui explique pourquoi les citoyens européens veulent mettre en commun un projet issu de l'idée des droits et de l'idée de Constitution.

Propositions

a) Il faut que la Convention engendre un projet de Constitution européenne, où les citoyens puissent reconnaître leurs droits et leurs devoirs, leur statut de citoyen européen. Cette Constitution devrait être soumise au référendum des peuples européens, non seulement pour sa force légitimante, mais aussi parce que ce serait un pas déterminant vers l'engagement des personnes qui habitent ce continent quant à leur avenir et étendrait nécessairement le débat sur l'Europe à l'ensemble de l'opinion publique.

b) Les citoyens européens nécessitent une charte de droits et une garantie de ces droits. La Charte des Droits approuvée mais non encore revêtue d'un caractère juridique inaliénable doit devenir un texte effectif en vigueur qui soit le premier chapitre de la Constitution Européenne.

La Charte est conçue pour que, lors de son entrée en vigueur, ses effets ne soient applicables que vis-à-vis des institutions communautaires. Mais sa projection devrait être plus étendue : il est nécessaire qu'elle devienne la norme minimum de protection reconnue à tout citoyen résidant en Europe.

c) Les droits civils, politiques et sociaux doivent être garantis à tous ceux qui résident en Europe à travers des procédures plus rapides et directes devant les tribunaux nationaux et au moins au moyen d'une unificación de doctrine devant le Tribunal de Justice de Luxembourg en renforçant celui-ci et en harmonisant sa jurisprudence avec celle du Tribunal des Droits de l'Homme de Strasbourg.

d) Il faudrait établir des formules de participation démocratique directe telles que l'initiative législative populaire relative à la politique européenne et abordable devant les institutions européennes par des citoyens de divers pays de l'Union, limitée à certaines matières et avec un minimum de signatures.

- Il faut garantir le droit de vote aux élections locales et au Parlement Européen aux ressortissants de tiers pays ayant résidé légalement dans l'UE pendant au moins 5 ans.

L'Union Européenne n'a de sens que si elle sert les besoins des citoyens, leurs aspirations et si elle est capable d'incarner un intérêt commun ou un intérêt général qui, comme le disait Jean Monnet, n'est autre que la **Afusion des intérêts du peuple européen et pas un simple effort pour en maintenir l'équilibre@**. De là qu'il ne suffit pas de donner aux citoyens un Statut, des droits, des devoirs. Il faut interpréter en ce moment historique les exigences sociales qui surgissent en Europe et offrir une réponse à ces exigences qui ne portent pas seulement sur un surcroît d'efficacité ou de soin dans la façon d'agir des responsables politiques ou sur une légalité adéquate de leur gestion, mais surtout sur des valeurs d'engagement et de loyauté envers le projet européen et tout ce qui lui confère une légitimité éthique et morale, parce que nous parlons ici d'exigences qui naissent des personnes.

II

CE QUE LES CITOYENNES ET LES CITOYENS DEMANDENT DE L'EUROPE

Au cours de ses années d'existence, l'Union Européenne a couvert une série de carences qui ne pouvaient être abordées qu'à un niveau supranational : politique agricole, politique commerciale commune, libertés économiques, politique régionale et de cohésion territoriale ainsi que d'autres politiques complémentaires dans des domaines aussi importants que l'éducation, la culture, l'environnement, la santé, la communication, la coopération internationale.

Cependant, ces politiques n'ont pas été appuyées ou complétées par des stratégies de grande envergure et d'une plus grande capacité d'intervention de l'Union dans des domaines d'une importance exceptionnelle tels que ceux de la politique extérieure et de défense, la politique sociale et économique ou la politique judiciaire et de sécurité.

Il découle de ce qui précède que ce que la société civile attend de l'Union Européenne (une société qui est partisan de l'Europe Unie à en juger par ce que manifestent les "eurobaromètres") ce sont les mesures pouvant combler les lacunes de l'Union quant à sa capacité pour offrir une réponse aux problèmes des citoyens d'aujourd'hui. Les citoyens veulent que l'Europe soit un sujet politique global éminent, un espace de liberté et de bien-être qui améliore la vie des gens et soit un espace public partagé et dirigé par un pouvoir démocratique.

1 – L'EUROPE COMME PROTAGONISTE POLITIQUE ÉMINENT ET GLOBAL : UNE UNION POUR LA PAIX, LA SOLIDARITÉ ET LES DROITS DE L'HOMME

La disparition du système de blocs, l'émergence des États-Unis comme unique superpuissance et les événements récents qui situent le terrorisme comme une menace à caractère universel ont modifié les circonstances sur lesquelles s'était fondé le système défensif de l'Europe divisée. La fin de l'Union Soviétique a induit les États-Unis à moins se soucier du théâtre européen et à se préoccuper davantage pour les menaces à son propre territoire, ce qui a dévalué le rôle de L'OTAN pour ses intérêts. L'Administration républicaine actuelle des États-Unis a renforcé le caractère unilatéral de sa politique extérieure (boycottage de la Cour Pénale Internationale et du Protocole de Kyoto), en contraste avec le caractère multilatéral européen.

De façon simultanée avec ce qui précède, depuis le Traité de Maastricht, l'Union Européenne s'est axée sur la configuration de son propre espace de politique extérieure et de sécurité, capable d'intervenir dans la globalisation, dans le but de créer un ordre international juste et démocratique à travers la promotion des droits de l'homme, la prévention et la résolution de conflits, la protection des personnes affectées par ceux-ci et la coopération au développement en luttant contre la pauvreté, en favorisant la démocratie et en renforçant la société civile des pays en voie de développement. Aucun État européen n'est en mesure d'affronter à lui seul les nouveaux défis de la politique extérieure.

Il est vrai que l'Union Européenne est protagoniste aux Balcons et que la stabilité politique, économique et sociale de cette région dépend d'elle. Il est vrai que l'UE a eu une certaine présence dans la crise du Proche-Orient ou dans celle de l'Afghanistan, mais il lui reste beaucoup à faire pour être une puissance régionale.

La PESC (politique extérieure) et la PESD naissante (politique de défense) ne sont pas encore croyables comme des politiques communes. Elles continuent à être limitées et déterminées par les politiques extérieures nationales, tout spécialement des pays qui ont une capacité de défense militaire d'une certaine importance et un droit de veto à l'ONU.

L'UE a exercé son influence quand elle a eu une volonté commune mais, dans bien des cas, il y a eu un manque de cohérence dans l'action et il y a eu un excès de dispersion des efforts. Pour cette raison, une Union Européenne dont la dépense en défense est la moitié de celle des États-Unis ou qui dépense en coopération internationale beaucoup plus que ceux-ci en devient une entité sans dimension de puissance globale importante, à des années lumière de ce que les États-Unis représentent dans le monde. Ceci empêche l'Europe d'avoir une voix et un poids adéquats dans les organismes multilatéraux (FMI, G-7) et entravent son influence dans les crises internationales, dans la capacité de gouvernement économique mondial, dans les décisions des Nations Unies voire même là où elle commence à être plus préparée comme les missions humanitaires ou de pacification, ce que l'on connaît comme les missions Petersberg.

Propositions

10) L'Europe comme pouvoir global éminent

L'Union Européenne aura la capacité de présence, d'intervention et de défense de ses propres intérêts généraux comme continent si elle assume, constitutionnellement, une capacité de politique extérieure commune (et non pas unique). Cela signifie que la PESC doit cesser d'être située comme un second pilier, soumis à la règle de l'unanimité, pour s'intégrer dans le tronc commun de l'Union Européenne sous la direction du Conseil Européen, avec des décisions à majorité qualifiée, avec le contrôle du Parlement Européen et avec l'appui exécutif et organiquement coordonné de la Commission et du Conseil des Ministres à travers le Haut Représentant. La Commission doit avoir une capacité d'initiative dans la PESC, de même que le Haut Représentant, mais la décision doit résider dans le Conseil Européen.

Les parlements nationaux doivent exercer le contrôle et l'influence sur les actions de leurs gouvernements respectifs, conformément aux dispositions constitutionnelles nationales.

Dans le but d'améliorer la supervision démocratique de la politique extérieure de l'UE et des initiatives en matière de défense, il faut augmenter la coopération entre les parlementaires appartenant aux commissions aux affaires étrangères et de défense du Parlement Européen et des parlements nationaux.

Les réformes que la Convention doit pousser dans le domaine de la politique étrangère doivent être axées sur les objectifs suivants :

a) constitutionnaliser la PESC comme politique de sécurité commune, démocratique et durable, pour combattre les causes de fond de l'insécurité au delà de la dimension militaire traditionnelle ;

b) en pousser la coordination avec la politique de coopération, du commerce et des politiques migratoires, pour former une authentique politique extérieure intégrale et d'ensemble, dont l'Union ne dispose pas actuellement ;

c) la doter de moyens économiques suffisants ;

d) faire agir l'UE avec une seule voix à personnalité juridique unique dans les institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, système de Nations Unies) ;

e) unir les missions diplomatiques de chaque pays en une seule qui représente l'UE ;

f) faire que les États membres ne puissent agir seuls que si leurs actions sont conformes à la politique européenne commune ou s'il n'existe pas de position commune de l'UE, en informant le Conseil Européen de ces initiatives.

20) L'Europe comme puissance civile à capacité militaire

Le défi qu'il y a lieu de relever en ce moment en Europe c'est de se doter d'une politique de défense commune et aussi d'une défense commune, ayant la capacité de faire face avec souplesse aux besoins de gestion militaire et civile de crise. La défense commune présenterait au moins trois aspects :

- a) la défense collective assurée à travers l'OTAN, dans laquelle le pilier européen doit acquérir un maximum d'identité et de consistance,*
- b) la participation à des missions extérieures de maintien de la paix et de gestion de crises,*
- c) le cas échéant, la défense de l'Union elle-même à travers les armées de chaque pays et d'une force flexible et rapide d'intervention dépendant du Conseil Européen. Ceci inclurait une politique industrielle d'armement européen.*

Il peut y avoir des décisions de politique de défense commune qui ne doivent pas nécessairement être suivies par tous les membres de l'Union Européenne (spécialement par les pays neutraux), mais le noyau de base de cette politique doit pourtant bien être convenu au Conseil Européen et être mis en oeuvre par le Conseil des Ministres avec la collaboration de la Commission Européenne et des différents pays. À cette fin, l'Union Européenne devra être capable de définir le type de menaces qui planent actuellement sur l'Union elle-même (ce qu'elle est loin d'avoir atteint) et capable aussi de fixer des objectifs, un programme et des délais pour exécuter les options adoptées.

- 30) *Ce n'est qu'avec une politique extérieure et une capacité militaire croyables qu'il sera possible d'assurer un maximum d'efficacité et de puissance à la coopération internationale de l'Union Européenne et la politique nécessaire des Droits de l'Homme, qui doit se situer au coeur de toute politique extérieure communautaire. Dans un monde transpercé par la pauvreté, l'injustice, l'abus de pouvoir, avec des secteurs aussi vulnérables que ceux des femmes, des enfants, des immigrants ou des réfugiés, une tâche de solidarité de grande envergure ne peut être mise en oeuvre que par une puissance globale importante comme l'Europe, qui partage, en outre, des valeurs de solidarité et de démocratie dotant de crédibilité et de possibilités une stratégie progressiste de lutte contre les contradictions que la globalisation ne résout pas.*

2 – **L'EUROPE COMME ESPACE DE LIBERTÉ ET DE BIEN-ÊTRE**

Réaliser une Europe offrant une garantie pour la cohésion, le progrès social et économique, la croissance soutenable, la justice et la sécurité, ce sont là des missions de l'Union.

La Cohésion sociale et territoriale

Une citoyenneté partagée implique toujours une politique de cohésion. La cohésion ce n'est pas seulement une forme d'aide financière aux territoires les moins développés de l'Union, mais aussi un principe sur lequel sont fondés l'UE et, à son tour, sa politique. Si l'on ne peut pas concevoir une politique de cohésion c'est qu'il n'y a pas d'intérêts généraux à poursuivre et à partager dans l'Union.

La cohésion doit être maintenue dans les Traités comme un objectif essentiel de l'Union et être dotée des moyens économiques correspondants. Vis-à-vis de l'élargissement de l'Union, il faut en renforcer la capacité pour que les nouveaux pays bénéficient de la cohésion sans que cela ne signifie que l'élargissement ait à être supporté par les pays les moins développés de l'Europe.

Face à la plus grande hétérogénéité d'une éventuelle Union Européenne future à 25, la définition d'une stratégie de cohésion sera encore plus nécessaire et exigera un plus gros effort. Si on ne le renforce pas, l'élargissement sera un échec et des millions de citoyens européens en subiront les conséquences.

C'est pourquoi

- a) la cohésion sociale et territoriale est un principe essentiel de l'Union Européenne et c'est ainsi qu'il y a lieu de l'établir constitutionnellement au plus haut des niveaux ;*
- b) il faut repenser et renforcer l'impact des politiques européennes (agricole, environnementale, des transports, de l'énergie, de la recherche, des ressources humaines, de l'accès aux services publics, de la diffusion des technologies, de l'égalité entre les hommes et les femmes, etc.) sur la cohésion de l'Union ;*
- c) il faut redéfinir les objectifs et les instruments d'une véritable politique de cohésion sociale et territoriale polycentrique ;*
- d) il y a lieu de réorienter l'utilisation des ressources financières disponibles, avant et après l'an 2006 au bénéfice d'opérations liées directement à l'amélioration de la convergence réelle.*

Modèle Social Européen

En union étroite avec ce qui précède, il y a lieu d'invertir un processus de construction européenne qui a placé toutes ses énergies dans des objectifs à caractère économique ou macroéconomique où les objectifs à caractère social apparaissent clairement subordonnés. Voilà sans aucun doute une des raisons de l'éloignement observé entre le citoyen européen et l'Union par suite du manque d'attentions dont il est l'objet de la part de celle-ci à propos de ses besoins les plus immédiats.

Il faut réaffirmer pourtant la conviction de ce que l'Europe est la garantie des États de Bien-être et de notre modèle social raison pour laquelle une Constitution Européenne doit aborder le modèle social européen comme un point de référence idéologique et politique essentiel.

Un discours progressiste ne peut pas manquer de reconnaître les importants progrès déjà atteints (spécialement ces dix dernières années à notable présence socialiste dans les gouvernements des pays membres) tant dans le domaine strict de la Sécurité Sociale (passant d'un milieu initialement limité aux travailleurs salariés à l'inclusion progressive de fonctionnaires, d'étudiants et d'indépendants), que dans la définition des mécanismes institutionnels (inclusion des questions d'emploi dans les principaux centres de décision communautaires) ainsi que dans la définition même des droits sociaux (depuis le simple Protocole Additionnel au Traité obtenu à Maastricht jusqu'à sa pleine incorporation au Traité d'Amsterdam).

Mais ces progrès ne couvrent que d'une façon minime les besoins actuels d'une Union qui affronte la perspective d'une transformation importante. Les profonds changements dans le travail, l'incorporation massive de la femme à la vie du travail, le vieillissement de la population et l'immigration qui envahit l'Union, sont tous des facteurs qui imposent une modernisation de la protection sociale, qu'on ne peut pas aborder depuis l'espace limité de chaque pays membre et qui ne peut pas non plus reposer uniquement sur l'action des institutions politiques, mais exige l'effort solidaire des agents économiques et sociaux européens et l'articulation des mécanismes nécessaires pour une telle participation.

Nous proposons que la Convention aborde

- a) la consolidation dans le nouveau Traité constitutionnel du modèle social européen de protection, de service public, d'égalité sociale et de solidarité ainsi que de son financement, les objectifs sociaux et économiques devant se situer sur un même niveau ;*
- b) la pleine consécration, dans la Charte des Droits Fondamentaux, de droits sociaux juridiquement inaliénables devant avoir une influence très positive sur le développement de la politique sociale communautaire, non seulement en raison de l'incidence directe de certains droits tels que celui de l'égalité totale entre les hommes et les femmes, le droit d'association ou celui de grève, mais aussi de par le fait de rendre possibles des mécanismes pour que les agents économiques et sociaux collaborent pleinement à l'effort nécessaire de modernisation de la protection sociale européenne ;*
- c) l'établissement du salaire minimum européen et des niveaux sociaux minimums garantissant une existence digne comme des obligations des pouvoirs publics et des droits de la citoyenneté ;*

- d) *des règles claires garantissant la coexistence de la concurrence du marché et des principes de solidarité, d'universalité, d'équité, de qualité et d'accessibilité aux services publics essentiels ; l'accès équitatif aux services d'intérêt général de qualité est un droit des citoyens ; l'efficacité des services d'intérêt général constitue une partie intrinsèque du modèle social européen et joue un rôle stratégique dans l'atteinte des objectifs de solidarité, de développement social soutenable et de cohésion régionale ; les besoins économiques et sociaux sont nombreux et ne peuvent pas être satisfaits exclusivement au moyen des mécanismes de marché (dans des domaines traditionnels et dans de nouveaux domaines tels que les télécommunications);*
- e) *l'attribution d'un rôle de protagoniste au plein emploi et à l'ensemble de la politique sociale (salaires, situations de crise) parmi les priorités de l'Union en corrigeant le déséquilibre existant en faveur des questions économiques et monétaires en mettant fin à la règle de l'unanimité au Conseil qui empêche non seulement l'adoption de mesures de progrès mais même leur discussion ;*
- f) *le renforcement du rôle des syndicats, des interlocuteurs sociaux, des ONG et associations de citoyens dans la concertation tripartite et le dialogue social ;*
- g) *élargissement des compétences de l'Union quant à l'égalité entre les hommes et les femmes au moyen de l'inclusion d'un titre de compétences spécifique dans le Traité constitutionnel ; tout cela de façon à pouvoir garantir l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'accès à l'emploi et dans la promotion professionnelle ainsi que l'égalité de salaires au moyen d'actions positives contribuant à corriger les inégalités existantes et, de façon spécifique, à combattre la violence de genre.*

Le progrès économique de l'Union. La fiscalité européenne

L'Union Économique et Monétaire est actuellement un système basé sur trois éléments : une banque centrale indépendante (BCE) ayant des compétences exclusives dans la politique monétaire au sein de la zone euro ; le maintien de la politique économique nationale sous la responsabilité des États membres, dans l'accomplissement de certaines normes communautaires (spécialement le Pacte de Stabilité et de Croissance et les normes du marché intérieur) ; et la reconnaissance de ce que la politique économique nationale est une Préoccupation commune@, raison pour laquelle elle requiert une coordination de la part du Conseil.

Il y a en outre une série de domaines tels que les politiques environnementales, l'emploi, les questions sociales et l'éducation, qui sont partiellement assujettis à une coordination politique ouverte et sont intégrés dans le cadre général du Aprocessus de Lisbonne@, qui a pour objectif de maintenir une croissance économique soutenable avec des postes de travail plus nombreux et meilleurs et avec une plus grande cohésion sociale.

Or, il n'y a pas de politique économique européenne commune, mais rien qu'une Acoordination@ de politiques nationales. Une chose difficile à soutenir dans la première puissance commerciale du monde (et première puissance économique après le futur élargissement).

Dans ce contexte, on fait les propositions suivantes à la Convention.

11) Politique économique

- a)** Un Traité constitutionnel doit inclure des objectifs de plein emploi, de croissance soutenable et de protection sociale ainsi que la réalisation d'un marché intérieur pour doter l'euro de tout son potentiel et créer une économie qui respecte les services d'intérêt général, développe la société basée sur la connaissance et garantit une juste concurrence, la protection du consommateur, la cohésion sociale et la coordination entre les politiques de divers domaines (transport, recherche et développement, fiscalité, développement et cohésion régionale, restructuration de l'industrie et aides étatiques).

- b) La BCE doit appuyer la politique économique de l'UE, avec la collaboration de la Commission. La promotion du développement soutenable, le plein emploi et la cohésion sociale sont des objectifs de la Banque Centrale Européenne. La BCE doit répondre devant le Parlement Européen et ses méthodes de travail doivent être plus transparentes, y compris la publication des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Il faut établir un comité consultatif de la BCE, composé par les agents pertinents, y compris les interlocuteurs sociaux.
- c) Par majorité qualifiée et sur proposition de la Commission Européenne, le Conseil Européen doit assumer la compétence de fixer les grandes orientations inaliénables de politique économique et sociale dans l'UE, comme façon de constituer une vraie gouvernance de la politique économique. Le Parlement Européen doit participer intensément à cette procédure, de même que les parlements nationaux, les régions et les interlocuteurs sociaux.
- d) L'eurogroupe doit être la représentation unifiée de la zone euro dans les institutions internationales.
- e) Il faut permettre une politique économique qui aille au-delà du déficit budgétaire et qui permette l'utilisation coordonnée de celui-ci et d'autres instruments face aux chocs exogènes imprévus.
- f) La définition des orientations de politique économique dans l'eurozone doit obliger les politiques monétaires, budgétaires et structurelles dans une perspective à moyen et à long terme.

21) Fiscalité

L'UE a de nouvelles missions et un processus d'élargissement qui exigent la transformation profonde de son système de ressources financières pour le rendre plus solide, stable et suffisant.

Les résultats du Conseil de Feira sur la fiscalité de l'épargne après des années de discussion, ont reflété l'impuissance européenne dans cette matière. Les délais fixés sont si longs et les précautions si nombreuses que ces résolutions ne résolvent pas le problème.

C'est pourquoi l'UE devrait rendre constitutionnellement possibles les priorités fiscales suivantes dans l'ordre indiqué :

- a) l'harmonisation des bases et du taux minimum obligatoire pour les impôts sur les revenus et sur les sociétés dans l'UE, en favorisant tant la lutte contre les délits financiers que l'abolition des paradis fiscaux ;
- b) la création d'un impôt européen (sans augmenter la charge fiscale totale sur le contribuable) pour financer le budget communautaire ;
- c) l'établissement des bases d'une fiscalité écologique européenne pour financer les politiques de développement soutenable de l'Union.

Le développement soutenable

Nous défendons une croissance basée sur une utilisation responsable et efficace des ressources naturelles, respectueuse vis-à-vis de l'environnement et conforme à des modes de production qui ne causent aucun préjudice à la santé publique (Protocole de Kyoto). Les missions et compétences de l'Union et le contrôle parlementaire des politiques doivent permettre :

- a)** d'atteindre un haut niveau de protection en matière de santé publique dans l'Union en respectant les responsabilités des États membres dans ce domaine ;
- b)** de garantir la sécurité alimentaire, en particulier en assurant un processus de production qui tienne compte de cet objectif ;
- c)** de réorienter la politique agricole européenne pour la concilier avec les exigences d'un développement soutenable et de la lutte contre la faim et la dénutrition, en raison des effets remarquables de cette politique sur les économies des pays les plus pauvres ;
- d)** de renforcer les politiques de sécurité nucléaire, la promotion de la recherche et des relations extérieures ; réviser et actualiser le Traité Euratom.

La Justice

Nous concevons l'Europe comme un espace où les libertés et la sécurité sont des valeurs compatibles et qui se renforcent mutuellement.

Les questions de Justice et d'Intérieur ont été pendant bien longtemps soumises à la règle de l'unanimité et situées au-dehors du domaine communautaire. Elles correspondaient strictement à l'intérêt intergouvernemental et ont été soumises à des systèmes de procédure confus, lents et peu transparents, sans intervention du Parlement Européen ni contrôle effectif du Tribunal de Luxembourg, ceci malgré le fait qu'il s'agit de matières d'une importance extrême qui affectent la sécurité (terrorisme, criminalité organisée, trafic d'êtres humains), la Justice civile et pénale, la libre circulation de personnes et l'Asile et, naturellement, les Droits fondamentaux.

Il n'y a aucun doute que les citoyens européens veulent que ces questions soient dirigées et décidées depuis l'Europe. C'est ce qui ressort de l'eurobaromètre d'avril 2002. La lutte contre le crime organisé et le trafic de stupéfiants y figure en troisième place des priorités (après la paix et la sécurité et la lutte contre le chômage) et recueille un appui de près de 9 Européens sur 10. Une très large majorité des personnes sondées se déclarent partisans de ce que l'Union Européenne prenne des décisions dans la lutte contre le terrorisme (85 %), le trafic d'êtres humains (80 %), la lutte contre le crime organisé (72 %) et la lutte contre les stupéfiants (71 %).

Cependant, l'Europe montre en même temps ses difficultés pour combattre de façon efficace le trafic d'êtres humains, le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent, la corruption, le terrorisme, le trafic d'armes, les délits qui affectent spécialement les plus faibles.

En conséquence, nous proposons :

- a) Dans un espace sans frontières comme elle l'est déjà pratiquement en sa totalité, l'Union Européenne, *l'Aespace* de liberté, sécurité et justice@ consacré par le Traité d'Amsterdam doit devenir une question européenne régie par la méthode communautaire, c'est-à-dire avec discussion publique et ouverte, décision par majorité qualifiée, à travers les organes européens établis, et contrôle par le Tribunal de Justice et disparition du Troisième Pilier.
- b) En concordance avec ce qui précède, le pouvoir législatif sur ces questions doit appartenir aux institutions européennes.
- c) Les systèmes judiciaire et policier doivent demeurer fondamentalement dans les mains des États, mais selon une formule de coopération et de coordination à travers Eurojust en ce qui a trait à la coopération judiciaire et à travers Europol quant à la coopération policière, qui a pour défi à relever à l'avenir la mise en oeuvre d'une police européenne des frontières. Eurojust et Europol doivent agir sous le contrôle du Parlement Européen et de la Chambre des États et sous la supervision de la Commission.

- d) Reconnaissance mutuelle des sentences civiles et pénales et disparition généralisée de l'instrument de l'extradition ainsi que la mise en oeuvre du mandat d'arrêt européen. Rapprochement des législations pénales nationales.
- e) La création d'un Procureur européen, pas seulement pour la défense des intérêts financiers de la Communauté, mais aussi pour coordonner et appuyer la persécution de délits à dimension supranationale requérant la collaboration entre les États membres.
- f) Une politique d'immigration et d'asile européenne garantissant une gestion commune et équilibrée des flux migratoires et des frontières extérieures, de façon à créer des voies légales d'accueil et d'intégration des citoyens de tiers pays. Ceci doit inclure le cadre fondamental des droits et des devoirs des immigrants dans l'Union Européenne et le Statut de résidents de longue durée et des réfugiés. L'immigration ne peut pas se réduire à une question de sécurité si nous voulons enrayer la prolifération du racisme et de la xénophobie.

3 – L'EUROPE COMME POUVOIR DÉMOCRATIQUE

Il y a longtemps qu'on entend dire que l'UE souffre d'un déficit de démocratie. Elle sera incapable de s'ériger en un pouvoir global éminent qui soit un facteur de bien-être, de développement soutenable, de sécurité et de cohésion, si ses institutions ne sont pas pourvues de crédibilité démocratique, de transparence, de légitimation civique et de fondements juridico-constitutionnels solides. Sans ces conditions, il est inutile de définir des objectifs ou des missions.

La nature d'un pouvoir supranational doit être celle d'une démocratie reconnaissable et évaluable par les citoyens. Et toute démocratie a deux piliers essentiels : celui des droits et des devoirs qui constituent le Statut de la citoyenneté et celui des pouvoirs élus de façon libre et démocratique, qui s'organisent autour du principe de la division des pouvoirs. En ces moments, l'UE est dépourvue de ces deux éléments dans une bonne mesure quoique pas dans leur totalité. Il n'y a pas de Charte des Droits juridiquement inaliénable ni de division de pouvoirs formant la structure institutionnelle communautaire, qui souffre de confusion et de manque de transparence. Il manque aussi un Statut des partis européens, qu'il y aura lieu de créer, et une pratique de relation et d'information des institutions de l'UE avec l'opinion publique européenne.

Ce qui précède permet d'expliquer notre déficit d'intérêt et d'identification européenne et le manque de participation des citoyens dans l'Union Européenne.

Nous proposons une architecture institutionnelle pour l'UE donnant à celle-ci la conformation d'une fédération d'États, se fondant sur le principe de division des pouvoirs pour surmonter la dichotomie polémique entre méthode Acommunautaire@ ou Aintergouvernementale@, afin d'atteindre un système politique pleinement européen intégré par les institutions suivantes.

POUVOIR EXÉCUTIF

Le Conseil Européen

Formé par les Chefs de Gouvernement européens, il définit et lance politiquement l'action de l'Union et en approuve les grandes orientations, qui seront exécutées ensuite par le Conseil des Ministres ou la Commission et développées à travers la législation européenne correspondante.

Une fois la structure des Apiliers@ disparue, comme nous le proposons, le Conseil Européen devrait commencer à prendre ses décisions (n'ayant pas de caractère constitutionnel) par majorité qualifiée (ou très qualifiée), même dans les compétences qui avaient relevé jusqu'alors du second et du troisième piliers de l'Union, c'est-à-dire la politique extérieure et de sécurité commune, la politique de défense et les questions de justice et d'intérieur. La même chose à propos d'une autre attribution importante : l'approbation des grandes lignes de la politique économique européenne (pas simplement la coordination des politiques nationales). Si l'on maintenait l'unanimité pour les décisions du Conseil Européen, il n'y aurait jamais de politique extérieure ou de défense de l'UE. Dans ce dernier cas (défense), on pourrait accepter qu'un pays ne participe pas à des opérations militaires déterminées.

Le Conseil Européen pourrait être placé sous la direction d'un Président, élu par le Conseil Européen, qui le coordonnerait, serait la figure visible du pouvoir extérieur de l'Union Européenne et permettrait un contrôle efficace du Conseil par le PE et la Chambre des États. Le mandat du Président serait d'une demi-législature renouvelable une seule fois. En tout cas, il faudrait maintenir l'équilibre général entre États membres à taille différente et entre les institutions.

Le Conseil Européen se constituerait ainsi comme une espèce de AChef d'État collectif@ de l'Union à capacité représentative mais aussi d'initiative et de décision politique et soumis au contrôle des Chambres parlementaires de l'Union. Le Conseil Européen aurait le pouvoir de signer à travers son Président des Traités internationaux, le Parlement Européen et la Chambre des États le pouvoir de les ratifier et la Commission Européenne celui de les négocier.

Le Conseil des Ministres

C'est l'organe qui prépare les réunions du Conseil Européen et qui en exécute les décisions en collaboration avec la Commission et, particulièrement, dans les matières qui, en raison de leur nature liée à la souveraineté, relèvent aujourd'hui du deuxième et du troisième piliers (PESC, Défense, Justice et Intérieur), ce à quoi il faudrait ajouter la politique économique de l'UE. Les Conseils des Ministres devraient se réduire à trois : Affaires Générales (comprenant les Vice-présidents ou Ministres pour l'Europe), Politique Extérieure et de la Défense (Ministres des Affaires Étrangères et/ou Ministres de la Défense) et ECOFIN (Ministres de l'Économie).

Le Conseil doit prendre ses décisions par majorité qualifiée (double majorité d'États et de population).

La Commission

La Commission est le pouvoir qui représente les intérêts généraux de l'Union. Si le Conseil Européen approuve les grandes directives politiques, la Commission Européenne, en tant que gouvernement de l'Union, développe ces directives à travers des actions typiquement exécutives (dans le cadre fixé par la loi) ou à travers l'initiative législative, pouvoir qu'elle doit maintenir en exclusivité.

En sa dimension exécutive (et, en particulier, en politique extérieure, de défense, de justice, d'intérieur et de politique économique), la Commission doit se coordonner avec les Conseils des Ministres et assister à leurs réunions.

En outre, la Commission exécute les politiques communes actuelles de l'Union et est la gardienne des Traités. Elle doit retenir, partant, la légitimation pour avoir recours au Tribunal de Justice de Luxembourg.

La Commission a sous sa responsabilité l'Administration de l'UE.

La Commission assure une exécution décentralisée et coordonnée des politiques communes à travers les Gouvernements et les Administrations (centrales et régionales). Le système de Acomitologie@ doit être supprimé et remplacé par la pleine responsabilité de la Commission dans les politiques qu'elle exécute directement, quoique ce soit toujours en coordination avec les Gouvernements et sous le contrôle du Parlement Européen.

La Commission répond politiquement devant le Parlement Européen. C'est le Parlement qui doit avoir la compétence de désigner le Président de la Commission, lequel, à son tour, en élira les membres. Une fois le gouvernement communautaire sélectionné et formé, il serait soumis à l'investiture par le Parlement Européen. Celui-ci pourrait censurer le Président de la Commission par une motion de censure constructive.

Le Président de la Commission aura un mandat ne pouvant s'étendre qu'à une seule législature, sans possibilité de renouvellement après les élections suivantes au Parlement Européen.

POUVOIR LÉGISLATIF

Le Parlement Européen

C'est l'institution authentiquement parlementaire de l'Union. Il est élu par les citoyens européens dans des élections où il y aura lieu d'appuyer les listes supranationales pour leur adjuger un pourcentage des sièges.

Le Parlement Européen doit avoir la capacité de nommer, de contrôler et de censurer le Président de la Commission et la Commission elle-même et d'intervenir comme colégislateur dans toutes les lois de l'Union.

Le PE doit être consulté –et doit contrôler le Conseil Européen– dans toute décision dans le domaine de la PESC et de la PESD, relative à des affaires de Justice et d'Intérieur et à propos des orientations de politique économique.

Le PE doit donner son avis favorable pour la désignation d'autorités européennes à importance constitutionnelle et choisir le Médiateur de l'Union européenne.

La Chambre des États

C'est l'autre institution parlementaire qui a les mêmes pouvoirs que le PE, exception faite de la nomination, du contrôle et de la censure de la Commission, qui devront relever de la compétence exclusive du Parlement Européen, ainsi que la nomination du Médiateur de l'Union européenne.

Nous croyons que le législateur européen doit avoir une structure bicamérale, correspondant à la double légitimité fédérale des institutions européennes : celle qui provient des électeurs en tant que citoyens européens et celle qui provient de ceux-ci en tant que citoyens d'un État.

Ce que nous appelons Chambre des États ou Seconde Chambre absorberait ce qui a fonctionné jusqu'à présent comme Conseil en fonction législative. C'est pourquoi nous proposons que la Chambre des États soit composée par des membres désignés par les gouvernements, compte tenu, dans l'adjudication de sièges, du nombre d'habitants de chacun des États. Cependant, nous sommes ouverts à ce que l'on réfléchisse sur d'autres formes de composition de la Seconde Chambre qui pourraient améliorer et/ou augmenter la représentation de ces sujets essentiels dans la construction européenne que sont les États nationaux. Dans ce sens, la représentation des États du type composé ou fédéral devrait incorporer la participation de représentants des gouvernements des Régions ou des Communautés Autonomes qui les forment.

Les décisions dans la Chambre des États seraient prises par majorité absolue, de façon à ce que cette majorité corresponde aussi à une représentation de la majorité des citoyens de l'Union.

L'existence d'une seconde Chambre representative des États permettrait un contrôle de ceux-ci sur les décisions du Conseil Européen dans les matières qui affectent la souveraineté des États, tout spécialement en politique extérieure et de défense et dans les affaires de justice et d'intérieur.

La Chambre des États jouerait aussi un rôle de contrôle politique du principe de subsidiarité.

Parlements nationaux

Il y a lieu de renforcer le pouvoir des parlements nationaux, tout particulièrement à travers l'examen préalable des politiques européennes des gouvernements.

Il y a lieu de renforcer aussi la coopération entre le Parlement Européen et les parlements nationaux dans tous les aspects politiques de l'Union au moyen d'un accord cadre entre ceux-ci.

Les Parlements nationaux peuvent jouer un rôle de contrôle politique du principe de subsidiarité, mais sans capacité décisive et sans besoin de créer un autre organe ad hoc.

POUVOIR JUDICIAIRE

Le Tribunal de Luxembourg

Le Tribunal de Justice (et celui de Première Instance) de la Communauté Européenne doit maintenir les compétences actuelles, augmentées de deux autres qui sont spécialement significativas : la garantie des droits établis par la Charte et, comme Tribunal de dernière instance qui tranche les différends entre l'Union et les Etats, l'application du principe de subsidiarité et de proportionnalité. Le TJ en devient ainsi un véritable Tribunal Constitutionnel de l'Union Européenne.

Conformément à la nature de garantie suprême d'interprétation uniforme du Droit Constitutionnel de l'Union Européenne il y a lieu de reconnaître le bien-fondé de doter le Tribunal de Justice et le Tribunal de Première Instance d'un authentique Pouvoir Judiciaire européen comme élément inhérent au développement institutionnel de la construction constitutionnelle de l'Europe.

Les Tribunaux nationaux

Les Tribunaux nationaux sont ceux qui appliquent le Droit Communautaire et ils doivent continuer à l'être. En plus de cela, la nouvelle étape de l'Union Européenne doit être présidée par une coopération étroite entre les Tribunaux des pays membres et se conduire comme un système judiciaire intégré, l'organe unificateur maximum de la jurisprudence du droit communautaire étant le Tribunal de Luxembourg.

LES RÉGIONS ET LES POUVOIRS LOCAUX DANS L'UNION EUROPÉENNE

Une Union Européenne de 500 millions de citoyens et de citoyennes doit être gouvernée avec la participation des institutions régionales et locales.

La réalité régionale, la défense et la promotion des identités culturelles et sociales propres connaît de nouveaux élans dans le monde entier. De même, les villes, comme expression de la coexistence et comme centre primaire d'organisation sociale, de participation et de politique, croissent en importance et en adhésion de citoyens.

Mais le plus grand rôle nécessaire des villes et des régions de l'Union Européenne renouvée naît également de la reconnaissance expresse du principe de subsidiarité et, en définitive, du besoin de donner une réponse au déficit démocratique actuel de l'Union Européenne à travers de plus grands niveaux d'implication d'une participation politique plus proche des Européens et des Européennes.

C'est là une voie dans laquelle nous devons nous engager pour atteindre une plus grande légitimation démocratique et pour obtenir que les décisions soient prises dans le domaine le plus proche des citoyens, comme cela est consigné dans la Déclaration d'Amsterdam.

L'élargissement de l'Union Européenne à des États d'une étendue réduite renforce encore davantage la nécessité de la présence des régions dans l'espace communautaire (sans affecter pour autant les systèmes constitutionnels de chacun de ces pays) et du renforcement de l'autonomie locale comme principe faisant partie de la tradition politique de l'Europe.

Dans ce sens, il est nécessaire de renforcer le rôle et le fonctionnement du Comité des Régions pour qu'il assume un véritable rang d'Institution de l'Union. Le Comité devra être doté de légitimation pour pouvoir présenter des recours devant le Tribunal de Luxembourg en défense des principes de proportionnalité et de subsidiarité, une légitimation qu'il y aurait lieu d'étendre à toutes les régions à compétence législative. L'objet de notre mise est clair : renforcer le Comité des Régions actuel et le doter progressivement de fonctions en appuyant sa relation avec le Parlement Européen.

De même, les régions et, le cas échéant, les communes doivent prendre part à la préparation et à l'exécution de la législation communautaire, un rôle qui est indispensable dans les matières qui se rapportent à des pouvoirs des régions à compétence législative.

LE BUDGET DE L'UNION

L'Union Européenne (UE) a besoin d'un Budget qui soit à la hauteur des attributions qu'elle aura à assumer dans un avenir immédiat.

Si nous nous basons sur ce point de départ, les ressources actuelles de l'Union Européenne, telles qu'elles ont été fixées dans l'Agenda 2000 (c'est-à-dire, avec un plafond maximum de 1,27 % du PNB communautaire), pourraient bien s'avérer insuffisantes. Elles doivent s'adapter aux compétences assumées par l'Union Européenne, sans dogmatiser sur les seuils maximums.

La réforme du système actuel serait orientée pour garantir l'autonomie financière de l'Union Européenne en appliquant les principes d'efficacité, d'équité et de transparence.

Nous considérons indispensable que la Convention Européenne propose des changements à propos du Budget de l'Union Européenne de la façon suivante.

- a) Établir le principe de suffisance des revenus de l'Union Européenne pour atteindre ses objectifs politiques.
- b) Consolider les Perspectives Financières dans le Traité comme une authentique planification à moyen terme.

Elles existent depuis 1988 sous la forme d'un Accord Interinstitutionnel non obligatoire, ont fait l'objet d'une mention à l'article 161 du Traité de Nice et devront se consolider dans le Traité futur comme une authentique planification financière à moyen terme, régie par la procédure législative de l'Union, ce qui servirait pour en augmenter tant l'efficacité que la stabilité. Il faudrait inclure une marge de souplesse suffisante dans le système.

- c) Établir de façon totale l'unité budgétaire :
 - mettre fin à la distinction entre Frais Obligatoires et Frais Non Obligatoires ;

- inclure le Fonds Européen de Développement (FED) dans le Budget ;
- obtenir une meilleure intégration des institutions périphériques (telles que la Banque Centrale Européenne, la Banque Européenne d'Investissements, les bureaux et les agences décentralisées) dans le Budget de l'Union.

d) Démocratiser pleinement la procédure budgétaire.

À cet effet, il serait nécessaire que la procédure législative de l'approbation du Budget soit appliquée à la totalité du Budget, aux ressources propres et aux Perspectives Financières.

DÉMOCRATIE PARITAIRE

La démocratie européenne doit être une démocratie paritaire, dans laquelle les hommes et les femmes aient les mêmes droits et les mêmes devoirs et fassent partie, en égalité de conditions, de chacun des organes qui garantissent la coexistence démocratique de l'Union.

III

LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

Historiquement, la Constitution a représenté l'expression d'un consensus fondamental : le contrat social des peuples. C'est pourquoi le grand instrument juridique pour obtenir que l'Europe progresse dans la direction signalée plus haut c'est une Constitution dans laquelle les citoyennes et les citoyens de l'Europe se reconnaissent dans un projet commun.

La Constitution européenne devrait avoir les caractéristiques suivantes.

- 11.** Un texte unique, simple et, dans la mesure du possible, court, lequel établisse une fédération d'États et de peuples européens.
- 21.** Approuvée à travers un Traité Constitutionnel (dimension de l'État) et soumis à un référendum (dimension des citoyens), avec des modalités qui empêchent qu'un pays ne puisse bloquer l'ensemble de l'Union (par exemple, en établissant qu'elle entrera en vigueur quand elle aura été approuvée et ratifiée par un nombre minimum d'États qui représentent une majorité des citoyens).

Sa réforme serait réalisée à travers une Convention similaire à celle qui existe actuellement.

31. Structure et teneur constitutionnelle classiques : Principes et objectifs de l'Union, Droits Fondamentaux (Charte), Compétences de l'Union, Organes et Sources du Droit européen ainsi qu'une partie que l'on pourrait appeler Constitution économique.

41. La Charte des Droits établit les mêmes droits et les mêmes devoirs pour les citoyennes et les citoyens, où réside l'origine de toute souveraineté.

La Charte doit être juridiquement contraignante pour toutes les institutions européennes ou nationales qui approuvent ou appliquent des normes ou des décisions de l'UE.

Les citoyens européens peuvent avoir recours aux tribunaux pour garantir les droits établis dans la Charte ainsi qu'au Médiateur de l'Union européenne.

51. La division horizontale des pouvoirs distribue les compétences entre les institutions de l'Union Européenne.

Les pouvoirs de celles-ci doivent être régis, dans leur exercice, par le principe de loyauté à l'UE et à ses institutions. Le même principe oblige les États membres et les organes de ceux-ci, lesquels ne pourront pas porter atteinte aux objectifs de l'Union ni à l'intérêt général européen établi par ses institutions.

61. La division verticale des pouvoirs distribue les compétences entre l'Union et les États, sans retours nationalisateurs en arrière.

L'Union Européenne ne peut agir que lorsqu'un pouvoir lui a été attribué par les Traités.

Parmi les principes de compétence de l'Union Européenne (à tous les niveaux territoriaux) doivent se trouver ceux de subsidiarité et de proportionnalité, dont le contrôle juridique dépend du Tribunal de Justice de l'Union Européenne et dont le contrôle politique relève de la compétence des institutions de l'Union Européenne avec la participation (non décisive) des Parlements nationaux.

Les compétences de l'Union Européenne sont exclusives ou partagées avec les États (en maintenant en tout cas l'acquis actuel), mais il ne convient pas d'établir un catalogue fermé qui puisse en empêcher l'évolution postérieure en fonction d'attributions futures assumées par l'Union Européenne. De là le besoin de maintenir l'article 308 du Traité de la Communauté Européenne, qui permet au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour atteindre un objectif de l'Union Européenne.

71. La Constitution devrait se situer hiérarchiquement au-dessus de toute norme européenne.

Les Traités existants devraient être fusionnés et simplifiés et convertis en des Lois Organiques européennes sujettes à ratification des Parlements Nationaux. Au-dessous des lois organiques, on situerait les lois européennes, approuvées par les deux chambres législatives de l'Union.

Ces lois seraient développées par des Règlements, des Directives ou des Décisions de la Commission Européenne ou des dispositions de l'État.

- 81.** Le droit communautaire a un effet direct et prime sur les droits nationaux ou régionaux, les conflits de compétence étant à résoudre devant le Tribunal de Justice de l'Union Européenne.
- 91.** La structure des Trois piliers@ disparaît. L'Union Européenne doit avoir une personnalité juridique unique et on évitera les statuts spéciaux pour des pays concrets, c'est-à-dire de *l'Europe* à la carte@.
- 101.** Chacune des Constitutions des États membres doit se rendre compatible avec la Constitution européenne.

Schéma d'Architecture institutionnelle de l'Union Européenne

Pouvoir Exécutif

Conseil Européen

Pouvoir Législatif

Parlement Européen

Pouvoir Judiciaire

Tribunal de Justice

Conseil des Ministres

- . Affaires Générales
- . Politique Extérieure et de Défense
- . ECOFIN

Chambre des États

Tribunaux nationaux

Commission Européenne

Régions et Pouvoirs Locaux

- . Comité des régions
 - . Légitimation pour présenter un recours devant le Tribunal de Justice
 - . Participation à l'exécution de normes légales communautaires
-